



le web de l'économie

IDÉES ET DÉBATS > LE POINT DE VUE DE

CONJONCTURE ECONOMIQUE - POLITIQUE ECONOMIQUE -

ZAKI LAÏDI**La crise sonne-t-elle la fin de la superpuissance américaine ?**

[13/10/08]

A en croire le ministre allemand des Finances, la crise financière que nous connaissons annonce la fin de l'hégémonie de Wall Street sur le reste du monde, préfigurant une multipolarisation de la puissance. En soi, cette hypothèse n'est pas du tout incongrue.

Historiquement, ce sont toujours les crises qui ont révélé les basculements de puissance. La crise de 1929 a souvent été interprétée comme le passage de témoin de la puissance économique de la Grande-Bretagne vers les Etats-Unis. Pourtant, il convient de se prémunir contre des interprétations mécanistes ou univoques qui voudraient toujours réduire des réalités complexes à une dynamique simple.

Il faut tout d'abord noter que les modifications des rapports de puissance sont révélées par une crise mais rarement expliquées par elle. Autrement dit, la réduction du poids relatif de Wall Street est engagée depuis maintenant dix ans, comme en témoigne la multipolarisation de la capitalisation boursière au profit des pays émergents. Le véritable enjeu de cette crise est, de ce point de vue, moins le déclin de Wall Street que celui du modèle d'innovation et de dérégulation financière qui a conduit la SEC à considérablement réduire son pouvoir de supervision sur Wall Street avec le soutien de la Fed. Dans ce contexte nouveau, l'Europe joue une partie décisive. Elle peut, sous la houlette de l'Allemagne et de la France, participer à la légitimation internationale d'un modèle qui reviendrait non pas sur l'innovation financière mais qui l'adosserait à une régulation plus forte, d'ailleurs dans la tradition européenne. Jusqu'à présent, l'obstacle politique majeur à une régulation financière européenne est venu de Londres, véritable porte-avions financier des Etats-Unis en Europe. L'affaiblissement politique de Londres, doublé de la prise en compte de la fragilité de son système, ouvre une réelle fenêtre d'opportunité. Mais tant que les intentions européennes ne seront pas converties en action cohérente et concertée, il ne sera pas possible de parler du déclin de Wall Street.

Le deuxième élément dont il faut tenir compte est celui de la capacité de rebond des Etats-Unis. Rappelons-nous : la fin peu glorieuse de l'épopée vietnamienne nous avait conduits à parler de « déclin américain ». En Asie, cette idée s'était presque imposée d'elle-même, juste avant la chute du mur de Berlin.

Il y a un troisième facteur dont il faut aussi tenir compte : la multipolarité économique ne garantit pas la multipolarité stratégique. Si les deux dynamiques étaient strictement corrélées, le monde serait déjà très multipolaire. Or elles ne le sont pas et, contrairement à ce que l'on croit, elles ne sont pas sur le point de l'être. Avec 25 % de la richesse mondiale, la puissance américaine est encore la garante stratégique des deux tiers de la puissance économique mondiale. En effet, les Etats-Unis

garantissent la sécurité conjointe de l'Europe et du Japon. Or ces deux ensembles seront de plus en plus dépendants des Etats-Unis sur le plan stratégique. Malgré les discours et les déclarations de bonnes intentions, la défense européenne restera fondamentalement un instrument de « soft power » relevant plus du maintien de la paix que de la coercition. La pression russe accentuera la dépendance européenne vis-à-vis des Etats-Unis et non l'accroissement de son autonomie stratégique. L'enjeu est comparable pour le Japon. La pression de la Chine et la menace coréenne le rendent plus que jamais dépendant de la garantie américaine. Cela ne signifie pas pour autant que les Européens ou les Japonais sont toujours aux ordres de Washington dans tous les domaines. Silvio Berlusconi, que l'on disait inféodé aux Etats-Unis, est parmi les dirigeants européens le plus réservé à l'égard d'une politique de « containment » de la Russie.

Enfin, dans tout ce débat, il faut savoir ce que l'on entend vraiment par système multipolaire. Le partage du pouvoir n'est pas forcément égal entre ses principaux détenteurs. Il ne fait aucun doute que les Etats-Unis auront plus que jamais besoin de bâtir des coalitions effectives pour obtenir des résultats. Mais il y a dans la multipolarité une autre dimension trop souvent négligée : celle qui concerne la concurrence entre les pôles. La Chine nourrit une grande méfiance vis-à-vis du Japon et de l'Inde, la Russie est inquiète de l'ascension chinoise et l'Inde conçoit sa montée en puissance sur la base d'une relation étroite avec les Etats-Unis pour mieux faire face, demain, à Pékin. En fait, en dehors de la Russie, aucun émergent n'a pour réel projet de véritablement contrer les Etats-Unis. Le cas russe est d'ailleurs assez particulier et cela pour au moins deux raisons. La première vient du fait que la Russie est une ancienne puissance qui cherche donc à retrouver un statut. La seconde découle du fait que Moscou a une relation avec l'Occident qui n'est pas seulement géopolitique mais également identitaire. Pour exister, la Russie a besoin de s'affirmer face à l'Occident, alors que ni la Chine ni l'Inde n'ont besoin d'avoir une attitude frontalement anti-occidentale pour s'affirmer sur la scène mondiale. Certes, même si la Chine ne cherche pas à détrôner les Etats-Unis, son ascension finira par gêner ces derniers. Mais ces dynamiques sont des dynamiques de long terme qui n'excluent pas, d'ailleurs, des tensions fortes et des accommodements non moins importants. La crise géorgienne est un bon exemple : elle laissera des traces dans la relation euro-russe et russo-américaine. Mais ces traces ne seront pas forcément indélébiles. Le fait que la Chine ait été très mécontente de la politique russe en Géorgie montre bien que la thèse en vogue sur « l'Ouest contre le reste du monde » n'est pas satisfaisante. La multipolarité est en marche. Mais ses conséquences sont loin d'être écrites, y compris pour les Etats-Unis.

ZAKI LAÏDI est directeur de recherche au Centre d'études européennes (Sciences po).

► **Réagir à cet article** | ► **Voir les commentaires publiés (0)**

Tous droits réservés - Les Echos 2008